

*Les subsides*

avec animation non pas pour attaquer la ministre personnellement mais pour l'inciter et pour inciter le gouvernement à bouger. Nous voulons des initiatives concrètes au sujet du déversement de BPC et de la protection future du splendide environnement du Canada.

**M. Lewis:** Monsieur le Président, connaissant la procédure parlementaire, je ne voudrais pas faire d'observation sur la présence du député au début du discours de la ministre. Je tiens toutefois à signaler qu'il est normal que le critique de l'opposition soit là au début du discours dans lequel la ministre répond à la motion qui a été présentée. Pourquoi le député n'a-t-il pas profité de l'occasion pour poser des questions à la fin du discours de la ministre aujourd'hui?

**M. Waddell:** Monsieur le Président, je n'étais pas là au début du discours de la ministre. Je l'écoutais dehors.

**Des voix:** C'est une honte.

**M. Waddell:** Le député ne peut pas jouer sur les deux tableaux. Il ne peut pas me reprocher d'en avoir parlé. Il arrive que l'on aborde à la Chambre certains sujets où la présence du ministre est indispensable pour répondre pendant la période des questions. Il y a quelques semaines, lorsque j'étais en vacances aux États-Unis . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lewis:** Quelle confession!

**M. Waddell:** C'était aux vacances de Pâques. Il y a eu une alerte d'intoxication alimentaire à Chicago, et à ce moment-là, le médecin fonctionnaire était au Mexique pour quelques jours. Il a probablement été limogé. Si j'étais premier ministre et si ma ministre de l'Environnement n'était pas là quand un sujet aussi important que celui-ci vient sur le tapis, je la licencierais. C'est toutefois ainsi que se conduit le gouvernement.

Le député a-t-il une autre question à poser?

[Français]

**Mme Mailly:** Monsieur le Président, je voudrais rappeler au député ce que, dans son discours, le ministre a dit vu qu'il n'était pas présent, il ne l'a pas entendu, c'est peut-être pour cela qu'il se méprend sur la teneur de ce débat. Dans son discours, le ministre a souligné le fait que la loi pertinente qui couvre l'incident à Kenora, c'est la loi sur le transport des produits dangereux et non la loi sur l'environnement qui couvre seulement les produits toxiques dans la fabrication et l'usinage de certains produits chimiques. S'il avait été ici, il aurait donc pu voir que la raison pour laquelle la ministre n'était peut-être pas présente une certaine journée, lorsqu'une certaine question lui a été posée, c'est qu'elle était à travailler avec son homologue provincial—contrairement à ce que l'administration précédente faisait—plutôt que de se disputer avec son homologue provincial, le ministre voulait s'entendre sur une façon de régler un problème que la loi fédérale ne couvre pas en ce moment, mais qui sera couvert par la loi à partir de juillet lorsqu'on aura de nouveaux règlements qui, peut-être, pourront nous aider à éviter la tragédie qui s'est produite à Kenora,

alors, je voulais tout simplement lui signaler ce fait, la ministre l'a dit très clairement au début.

Deuxièmement, une autre chose que la ministre a dite pendant qu'il n'était pas présent, c'est que contrairement à ce que le député de Davenport (M. Caccia) avait avancé, elle avait rencontré très rapidement le représentant de l'EPA, l'Environnement Protection Agency, M. Thomson, très rapidement après sa nomination. Il a été nommé en février et elle l'a rencontré en mars. Ce qui est un record pour la consultation et la conciliation parce que l'administration libérale précédente non seulement ne s'entendait pas avec les élus du gouvernement provincial, mais elle ne semblait pas pouvoir arriver à une entente entre officiels des deux gouvernements.

Je voulais aussi, en terminant, lui poser une question: Est-ce qu'il se rappelle quand le débat sur la question qui a été réglée tout récemment par la ministre, soit l'annonce qu'on allait avoir une réduction de 50 p. 100 des émissions de monoxyde de carbone, est-ce qu'il se rappelle quand l'étude a été commencée par l'administration libérale précédente et, en plus, est-ce qu'il se rappelle quand le débat sur le contrôle des émissions de l'échappement des autos a aussi commencé quand l'administration libérale précédente avait devant elle cette question? Et je serais très intéressée à connaître ses réponses et je voudrais aussi qu'il fasse un commentaire sur le fait que l'administration libérale précédente portait tellement peu attention à l'environnement qu'il y avait un ministre qui était responsable et de la science et de la technologie et de l'environnement, tandis que dans notre gouvernement, nous avons un ministre attiré entièrement à l'environnement et est-ce que d'après lui cela fait une différence d'avoir un ministre attiré à un ministère de ce genre contrairement à l'administration précédente?

• (1230)

**M. Waddell:** Oui, je me souviens de la question des émissions des automobiles parce que j'étais membre du Comité des ressources nationales et des travaux publics en 1981. A ce comité j'ai proposé un amendement pour augmenter les standards pour les émissions des automobiles et c'était un projet de loi du gouvernement libéral et je pense que le groupe conservateur a voté contre mon amendement, et je suis content maintenant que les standards des émissions aient augmenté et je félicite le gouvernement pour cela. Mais . . .

**Mme Mailly:** Merci!

[Traduction]

**M. Waddell:** Je me permets de rappeler à la Chambre que j'ai proposé ce changement il y a quelques années et que ma motion a été rejetée.

On a pris des mesures, notamment au sujet des normes et de la lutte contre la pollution. On n'a toutefois rien fait en réalité pour enrayer les pluies acides dans le contexte américain. La nomination de Bill Davis est un moyen de se défilier. Tout ce que cela donnera, c'est d'autres études.